



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine

Question au Gouvernement n° 1973

Texte de la question

TENSIONS COMMERCIALES ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE

M. le président. La parole est à M. Éric Girardin.

M. Éric Girardin. Monsieur le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères...

Mme Émilie Bonivard. Il fallait faire venir Loiseau !

M. Éric Girardin. ... devons-nous être inquiets ? Alors que les États-Unis viennent de relever les droits de douane sur 200 milliards de dollars de produits chinois, Pékin a riposté par une hausse des taxes visant 60 milliards de produits américains importés. L'OCDE estime que cette guerre commerciale coûtera à chacun des deux pays 0,3 point de croissance d'ici à 2021, impact qui pourrait doubler si ces deux nations ne reviennent pas sur les mesures annoncées.

Cette montée des tensions protectionnistes est en train d'étouffer la croissance mondiale. Sans l'Europe, la France serait lourdement touchée. Face à ces tensions commerciales mondiales, une Europe forte est une obligation pour notre pays.

M. Fabien Di Filippo. Vous feriez bien d'avoir un projet !

M. Éric Girardin. Alors que notre continent est à un tournant, les courants nationalistes, influencés par le lobby russe et le courant populiste américain, veulent fracturer notre Europe.

M. Fabien Di Filippo. On est d'accord !

M. Éric Girardin. Au lieu d'une France forte avec et dans l'Europe, les populistes préfèrent une France isolée. Comme si le protectionnisme des pays européens ne nous avait pas coûté si cher au XXe siècle !

Unis et tirant dans la même direction, les pays d'Europe peuvent redevenir leaders. Ces élections européennes ne portent pas sur une projection des deux prochaines années en France et ne sont pas le troisième tour de l'élection présidentielle !

Un député non-inscrit . Alors pourquoi on trouve la bobine de Macron sur vos affiches de campagne ?

M. Éric Girardin. Ces élections sont l'occasion de nous projeter dans les deux prochaines décennies en Europe. Si nous ne le faisons pas, si nous restons obsédés par les petites ambitions politiques, si notre horizon reste bloqué à nos frontières, alors nous perdrons sur le plan économique, politique, social, environnemental, et

sur bien d'autres plans encore.

M. Fabien Di Filippo. C'est le cas depuis deux ans avec vous !

M. Daniel Fasquelle. « Faites ce que je dis, pas ce que je fais ! »

M. Éric Girardin. Nous pouvons changer l'Europe. Nous devons repenser Europe, innover, encourager, protéger et croire en nos valeurs communes, celles d'un continent qui a vu naître la démocratie et les Lumières.

M. Ludovic Pajot. Ce n'est pas la question !

M. Éric Girardin. Alors, monsieur le secrétaire d'État, devons-nous être inquiets de constater que certains dirigeants politiques condamnent l'Union Européenne pourtant nécessaire à la stabilité générale de notre continent ? Quels sont finalement leurs objectifs si ce n'est favoriser d'autres puissances ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères. C'est vrai, monsieur le député, la montée de ces tensions commerciales est particulièrement préoccupante, s'agissant de ces deux acteurs de poids que sont les États-Unis et la Chine.

Comme les États-Unis, nous pouvons nous inquiéter d'un certain nombre de subventions distorsives de l'État chinois, et d'un certain nombre de transferts de propriété intellectuelle indus,...

M. Thibault Bazin. Intentez des actions !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État. ...mais nous divergeons sur la méthode. Ce n'est par des actes unilatéraux qu'on résoudra les choses. Ce qui se dessine au travers de la feuille de route tracée par le Président de la République, c'est précisément la volonté de réguler la mondialisation en réformant l'OMC pour faire en sorte qu'elle soit capable d'appréhender toutes ces distorsions.

La montée de ces tensions commerciales est également préoccupante lorsque les États-Unis se comportent avec défiance vis-à-vis de leurs alliés européens. C'est pourquoi nous avons répliqué lorsqu'ils ont appliqué des droits de douane sur l'acier et l'aluminium européens. Et c'est pourquoi il n'est pas question que nous limitions nos exportations d'automobiles vers les États-Unis. Ce serait contraire au droit international.

Face à cela, il y a une seule réponse...

M. Fabien Di Filippo. Oh là là !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État. ...c'est la fermeté, c'est l'unité européenne. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Un député du groupe LR. Nous sommes sauvés !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État. Pense-t-on que la réponse serait dans le repli nationaliste ? Pense-t-on que les États européens auraient pu peser face aux États-Unis en étant isolés ? La réponse est non. Ne comptez donc pas sur nous pour faire des genuflexions devant le premier Américain venu ni pour nous soumettre face à des puissances impérialistes. L'Europe sera d'autant plus forte qu'elle est unie et démocratique, et la France sera d'autant plus souveraine ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Girardin](#)

Circonscription : Marne (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1973

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [23 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 mai 2019](#)